

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LEMONWAY

Société par actions simplifiée au capital de 2 418 772,22 euros

Siège social : 8 rue du Sentier - 75002 PARIS

500 486 915 RCS Paris

Exercice social du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions collectives des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Lemonway relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application de la loi, nous vous signalons que le présent rapport n'a pu être mis à votre disposition dans le délai prescrit par l'article 16.2 des statuts, les informations et documents nécessaires à son établissement nous ayant été communiqués tardivement.

Les Commissaires aux comptes
Forvis Mazars SA
Levallois-Perret, le 27 juin 2025
Alexandra KRITCHMAR
Associée

Arvor Finance
Rennes, le 27 juin 2025
Arnaud FROMONT
Associé

1. Etats Financiers au 31/12/2024 (en €)

Bilan - Actif (PCEC)	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques Centrales, CCP	-	-
Effets Publics et Valeurs Assimilées	-	-
Créances sur les Etablissements de Crédit	740 243 925	572 293 875
Opérations avec la Clientèle actif	2 263 420	1 811 598
Obligations et Autres Titres à Revenu Fixe	250	250
Obligations et Autres Titres à Revenu Variable	5 027 116	-
Participations et Autres Titres Détenus à Long Terme	-	-
Part dans les Entreprises Liées	1 127	1 127
Crédit-Bail et Location avec Option d'Achat	-	-
Location simple	-	-
Immobilisations Incorporelles	3 685 694	3 642 102
Immobilisations Corporelles	343 997	318 302
Capital Souscrit Non Versé	-	-
Actions Propres	-	-
Autres Actifs	1 011 580	910 147
Comptes de Régularisation actif	575 091	762 975
Total de l'Actif	753 152 201	579 740 376

Bilan - Passif (PCEC)	31/12/2024	31/12/2023
Banques Centrales, CCP	-	-
Dettes envers les Etablissements de Crédit	1 925 702	3 033 981
Opérations avec la Clientèle passif	728 214 380	562 083 820
Dettes représentées par un Titre	-	-
Autres Passif	7 097 001	4 175 302
Comptes de Régularisation passif	214 006	140 269
Provisions pour Risques et Charges	293 273	685 430
Dettes Subordonnées	-	-
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	-	-
Capitaux Propres Hors FRBG	15 407 839	9 621 574
<i>Capital Souscrit</i>	2 418 772	2 418 772
<i>Primes d'Emission</i>	5 584 088	5 584 088
<i>Réserves</i>	86 023	86 023
<i>Ecarts de Réévaluation</i>	-	-
<i>Provisions Réglementées et Subventions d'Investissement</i>	-	-
<i>Report à nouveau (+/-)</i>	1 532 691	(1 979 188)
<i>Résultat de l'exercice (+/-)</i>	5 786 265	3 511 879
Total du Passif	753 152 201	579 740 376

Compte de résultat au 31/12/2024 (en €)

Compte de résultat (PCEC)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	21 218 227	14 760 628
Intérêts et charges assimilées	(311 892)	(422 871)
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	-	-
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Charges sur opérations de location simple	-	-
Revenus des titres à revenu variable	-	-
Commissions (produits)	19 752 541	18 233 673
Commissions (charges)	(8 485 418)	(7 474 230)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	4 756	4 187
Autres charges d'exploitation bancaire	(547 074)	(370 822)
Produit Net Bancaire	31 631 140	24 730 565
Charges générales d'exploitation	(23 724 573)	(17 057 514)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(1 705 844)	(1 130 841)
Résultat Brut d'Exploitation	6 200 722	6 542 210
Coût du risque	199 084	(1 626 444)
Résultat d'Exploitation	6 399 806	4 915 766
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-	-
Résultat Courant Avant Impôt	6 399 806	4 915 766
Résultat Exceptionnel	(370 572)	(802 569)
Impôt sur les bénéfices	(242 970)	(601 318)
Dotations/reprise de FRBG et provisions réglementées	-	-
Résultat Net	5 786 265	3 511 879

Engagements hors bilan (en €)

Hors bilan (PCEC)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagement auprès d'un établissement de crédit	1 498 462	2 465 052
Nantissement auprès d'un établissement de crédit	100 000	
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		

2. Règles et méthodes comptables

La société LEMONWAY SAS est un Etablissement de Paiement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de résolution de la Banque de France en date du 24 décembre 2012.

Les présents comptes sociaux concernent la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, prenant en compte les chiffres de son activité monétique. Sauf mention particulière, les données sont présentées en Euros.

a. Faits marquants de l'exercice

Dans un contexte de concurrence accrue, l'année 2024 a vu

- la poursuite du développement de l'activité de Lemonway avec une croissance des flux de +14 % pour atteindre 5 336 millions d'euros de volume.
- Une hausse du produit net bancaire de +28 % pour atteindre 31.6 millions d'euros.
- Les charges d'exploitation augmenter de +39 % pour atteindre 23.7 millions d'euros.
- Le résultat brut d'exploitation est supérieur à 6 millions pour la seconde année consécutive.
- Le résultat net est en amélioration de 2.3 millions d'euros et s'élève à 5.79 millions d'euros.

b. Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation,

- permanence des méthodes comptables
 - indépendance des exercices.
 et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels des établissements de paiement.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Provisions pour dépréciation d'actif :

Elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrécouvrables relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Amortissements de l'actif immobilisé :

Les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Dépréciation des créances :

Les créances ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. Au fil des années, La composition du chiffre d'affaires de l'entreprise a évolué avec la généralisation des frais de gestion mensuels (" MRR ") et des frais d'assistance à l'intégration de notre solution (" Set-up "), en addition des commissions prélevées sur flux. Un changement d'estimation comptable du risque de non-recouvrement a été réalisé au 31 décembre 2023 afin de mieux correspondre aux impayés constatés en 2022 et 2023, la méthode a été maintenue en 2024. Les créances dont l'antériorité dépassent 1 mois sont provisionnées, selon les taux suivants :

Ancienneté Type de clients	<30 jours	31 à 90 jours	90 jours à 180 jours	> 180 jours
Clients activés	0 %	50 %	75 %	100 %
Autres clients	0 %	50 %	75 %	100 %

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles éligibles.

Option pour le traitement comptable des coûts de développement :

Les dépenses des frais de développement éligibles sont comptabilisées à l'actif.
 Frais d'augmentation de capital, de fusion, de scission, d'apport sont inscrits à l'actif en frais d'établissement.

Les dépenses des frais de développement comptabilisées à l'actif correspondent à :
 - des salaires correspondant aux temps des collaborateurs intervenants sur les projets
 - des frais de sous-traitance
 - les différents coûts indirects

La durée d'amortissement retenue pour les logiciels est de 3 ans.

La durée d'amortissement retenue pour les frais d'établissement est de 5 ans.

L'entreprise doit apprécier à chaque clôture des comptes et à chaque situation intermédiaire, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles éligibles.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables est fondée sur la durée réelle d'utilisation. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions	20 ans
- Agencement et aménagement des constructions	10 ans
- Installations techniques	10 ans
- Matériels et outillages industriels	5 ans
- Matériels et outillages	5 ans
- Matériels de bureau	3 ans
- Mobiliers	10 ans

Créances sur les établissements de crédit

Ces postes recouvrent l'ensemble des créances détenues sur les établissements de crédit, dont les comptes de cantonnement en lien avec notre activité de monétique

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Dettes envers les établissements de crédit

Ces postes sont constitués d'emprunts et prêts bancaires.

Opérations avec la clientèle

Ces postes comprennent les créances et dettes à l'égard des agents économiques, autres que les établissements de crédit.

Les créances et dettes envers la clientèle sont enregistrées à leur valeur nominale.

Sont enregistrés, à l'actif du bilan, les créances clients dues au titre des services proposés par LEMONWAY SAS ainsi que les comptes clients, de par son activité d'établissement de paiement, présentant une position débitrice.

Une dépréciation est comptabilisée en cas de risque identifié, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Sont enregistrés, au passif du bilan, les fonds des utilisateurs des services de paiements proposés par Lemonway.

Participation avec les entreprises liées

Ce poste recouvre les actions et autres titres à revenu variable détenus dans des entreprises liées. Il est composé des titres dans la société Lemonway LTD détenue à 100 % par Lemonway SAS.

Il n'y a pas de comptes consolidés car cette entité présente un intérêt négligeable au sein du Groupe.

Autres actifs

Ce poste comprend notamment les créances sur des tiers qui ne figurent pas dans les autres postes d'actif, à l'exclusion des comptes de régularisation.

Autres passifs

Ce poste comprend les dettes à l'égard des tiers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif, à l'exclusion des comptes de régularisation.

Comptes de régularisation

Toutes les charges constatées d'avance et tous les produits constatés d'avance sont liés à l'exploitation. Ce poste recouvre notamment la contrepartie des produits constatés au compte de résultat relatifs à des opérations hors bilan et à des engagements sur devises et instruments financiers à terme, les pertes potentielles sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non encore dénoués, les charges à répartir et les charges constatées d'avance.

Provisions pour risques et charges

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier, et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsqu'il existe une probabilité que l'entreprise doive déboursier des ressources financières pour obligation future, que l'obligation résulte d'événements passés tels que des transactions passées ou des événements déjà survenues.

Intérêts et produits assimilés

Ce poste comprend les intérêts et produits assimilés, y compris les commissions ayant le caractère d'intérêts, calculées en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

Ce poste inclut notamment les produits de rémunération des comptes bancaires.

Intérêts et charges assimilées

Ce poste comprend les intérêts et charges assimilées, y compris les commissions ayant le caractère d'intérêts, calculées en fonction de la durée et du montant de la dette ou de l'engagement reçu.

Revenus des titres à revenu variable

Ce poste comprend les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de participations dans les entreprises liées, qui figurent à l'actif du bilan.

Commissions (Produits)

Ce poste recouvre l'ensemble des produits rétribuant les services fournis à des tiers de l'activité monétique ainsi que les opérations connexes à l'activité de l'établissement visées à l'article L. 311-2 du Code monétaire et financier.

La société LEMONWAY SAS est acteur principal des produits qu'elle génère.

Commissions (Charges)

Ce poste recouvre l'ensemble des charges découlant du recours aux services de tiers de l'activité monétique, principalement les frais bancaires, ainsi que les opérations connexes à l'activité de l'établissement visées à l'article L. 311-2 du Code monétaire et financier.

Autres produits d'exploitation bancaire

Ce poste comprend l'ensemble des autres produits d'exploitation bancaire, qui recouvrent notamment les charges refacturées à l'exception des charges refacturées à l'identique, qui peuvent être présentées en déduction des charges correspondantes.

Il comprend également les produits provenant d'activités autres que les opérations de banque et autres que les opérations connexes à l'activité de l'établissement visées à l'article L. 311-2 du Code monétaire et financier ainsi que les produits provenant d'activités autres que celles liées aux services d'investissement et activités connexes aux services d'investissement.

Autres charges d'exploitation bancaire

Ce poste comprend les produits rétrocédés, à l'exception des produits rétrocédés à l'euro euro qui peuvent être regroupés en déduction des produits correspondants.

Il comprend également les charges supportées lors d'activités autres que les opérations de banque et autres que les opérations connexes à l'activité de l'établissement visées à l'article L. 311-2 du Code monétaire et financier ainsi que les charges supportées lors d'activités autres que celles liées aux services d'investissement et activités connexes aux services d'investissement.

Charges générales d'exploitation

Ce poste comprend, d'une part, les frais de personnel, dont les salaires et traitements, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel, et d'autre part, les autres frais administratifs, dont les autres impôts et taxes et la rémunération des services extérieurs.

Dotations aux amortissements & aux provisions sur immobilisations incorporelles & corporelles

Ce poste recouvre les dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation afférentes aux immobilisations incorporelles et corporelles affectées à l'exploitation de l'établissement.

Coût du risque

Ce poste comprend les dotations et reprises de provision pour dépréciation des créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors bilan (hors instruments financiers de hors-bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties et les autres mouvements de provisions sur risque de contrepartie et passifs éventuels liés à ces postes.

Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Ce poste comprend :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- le solde en bénéfice ou perte des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme et sur participations dans les entreprises liées, issu de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

Résultat exceptionnel

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

Impôts sur les bénéfices

Ce poste correspond au montant dû au titre des bénéfices imposables en France.

Indemnités de départ à la retraite

Les indemnités de départ relèvent de la convention collective applicable dans la société et concernent les indemnités de départ à la retraite ou de fin de carrière versées en cas de départ volontaire ou de mise en retraite des salariés.

La valeur de l'engagement au titre d'indemnités de fin de contrat de travail n'est pas mentionnée en date du 31 décembre 2024 car son montant est non significatif du fait de :

- La moyenne d'âge non élevée des salariés de la société ;
- L'ancienneté très récente de la majorité de l'effectif ;
- Le taux de rotation du personnel élevé dans le secteur.

Les honoraires des co-commissaires aux comptes

Les honoraires des co-commissaires aux comptes s'élèvent à 107 500 € hors taxes, respectivement Forvis Mazars 67 500 € et Arvor Finance 40 000 €.

c. Evènements postérieurs à la clôture

Le 6 juin 2025, la société a annoncé l'acquisition des activités de Paygreen, créée à Rouen en 2016 et spécialiste français du paiement e-commerce.

d. Perspectives à 12 mois

Les états financiers de l’entité ont été préparés sur la base de la continuité de l’activité. A la date d’arrêté des comptes, par le Président, des états financiers 2024 de l’entité, la direction de l’entité n’a pas connaissance d’incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l’entité à poursuivre son exploitation.

3. Notes annexes au bilan

▪ Créances envers les établissements de crédits

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Créances sur les Etablissements de Crédit		
Comptes de fonctionnement	3 049 444	5 858 470
Comptes gage espece	282 745	282 745
Compte de Notice Deposit	3 800 000	-
sous total compte courant et gage espece	7 132 189	6 141 215
Comptes de cantonnement	675 562 834	511 713 440
Comptes d’opérations	51 147 356	48 184 525
Comptes de garantie activité monétique	1 325 000	1 325 000
sous total fonds marchands	728 035 190	561 222 966
Revenus d’intérêts courus	5 076 546	4 929 694
Total	740 243 925	572 293 875

Les comptes de FONCTIONNEMENT sont des comptes courants utilisés pour l’activité régulière de l’entreprise (règlement fournisseurs, encaissement chiffre d’affaires, etc.).

Le compte de GAGE ESPECE est utilisé pour le dépôt de garanties non liées à l’activité régulière de l’entreprise (comme les locaux).

En 2024, la société a ouvert un compte de « notice deposit » afin de faire rémunérer une partie de la trésorerie issue de son compte courant

Les comptes de CANTONNEMENT sont des comptes courants contenant les fonds des utilisateurs des comptes de paiements. Ces comptes de cantonnement sont régis par une convention de compte spécifique, dite « de cantonnement » qui permet une protection de ces fonds.

Les comptes d’OPERATIONS sont des comptes courants dédiés à la réception et à l’envoi des fonds des utilisateurs des comptes de paiement.

Les comptes de GARANTIE ACTIVITE MONETIQUE correspondent à des dépôts de garanties liées à l’activité réglementée de l’entreprise.

Au 31/12/2024, les intérêts courus non échus correspondent aux intérêts sur dépôts générés sur le quatrième trimestre 2024 et encaissée s ur janvier 2025.

▪ Dettes envers les établissements de crédits

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les Etablissements de Crédit		
Emprunts et dettes financières	1 867 804	3 033 748
Comptes d’opérations	57 898	233
Comptes de cantonnement	-	-
Total	1 925 702	3 033 981

En €	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024	Dont - 3 mois	Dont - 1 an	Dont 1 an - 5 ans	Plus de 5 ans
Credit Innov&Plus BPR 500 K€	447 578		-161 854	285 723	41 563	127 406	116 754	
Emprunt BPI Ptzi 500 I€ Ech.03.2025	175 000		-100 000	75 000	25 000	50 000	0	
Pret BPI 1.500K€ Ech.03.2026	675 000		-300 000	375 000	75 000	225 000	75 000	
Emprunt Banque Populaire PGE	554 513		-200 355	354 158	50 318	151 505	152 336	
Emprunt BPI PGE	600 000		-200 000	400 000	50 000	150 000	200 000	
PGE BNP 1M 2021	581 241		-203 736	377 506	51 173	154 096	172 237	
Intérêts à payer	417			417	417	0	0	
Dettes envers les Etablissements de Crédit	3 033 748	0	-1 165 945	1 867 804	293 471	858 007	716 326	0

■ Opérations avec la clientèle

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec la Clientèle actif		
Créances clients	4 284 439	4 552 485
Provisions pour dépréciations sur créances clients	(2 021 018)	(2 740 887)
Total	2 263 420	1 811 598

Une reprise nette de dotation de 719 869 € a été comptabilisée en 2024 en coût du risque. Des pertes sur créances irrécouvrables ont été passées à hauteur de 520 785 €.

Les créances clients se répartissent de la manière suivante (en balance âgée) dont 2 210 928 € sont des créances douteuses :

En €	Inférieur à 3 mois	3 mois - 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Total Créances	2 189 284	509 300	1 585 856	0	4 284 439

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Dettes représentées par un Titre		
Dettes vis à vis de la clientèle	728 214 380	562 083 820
Total	728 214 380	562 083 820

Il s'agit de la dette envers la clientèle EP. Ce sont les fonds détenus pour compte de tiers, incluant les fonds comptabilisés sur les comptes de paiement et sur les comptes marchands (SC).

■ Obligations et autres titres à revenu variable

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Obligations et Autres Titres à Revenu Variable	5 027 116	-
Compte de placement OPCVM		
Total	5 027 116	-

En 2024, la société a ouvert un compte de placement OPCVM afin de faire rémunérer une partie de la trésorerie issue de son compte courant. La valorisation des OPCVM dans les comptes se fait selon la méthode de la juste valeur.

■ Immobilisations incorporelles et corporelles et encours

En €	31/12/2023	+	-	31/12/2024
Total Immobilisations incorporelles				
Valeur brute	10 813 865	3 348 551	1 684 535	12 477 881
Frais Augmentation de capital	1 393 369	0		1 393 369
Autres immobilisation incorporelles (logiciels)	9 100 950	1 684 535		10 785 485
Immobilisations en cours (logiciels)	319 546	1 664 016	1684535	299 027
Amortissements	-7 171 763	-1 620 424	0	-8 792 187
Frais d'augmentation de capital	-1 148 346	-139 179		-1 287 525
Autres immobilisation incorporelles (logiciels)	-6 023 417	-1 481 245		-7 504 662
Valeur nette - immobilisations incorporelles	3 642 102	1 728 127	1 684 535	3 685 694
Total immobilisations corporelles				
Valeur brute	483 551	113 121	2 006	594 667
Amortissements	-165 249	-85 420		-250 669
Valeur nette - immobilisations corporelles	318 302	27 701	2 006	343 997

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées de dépenses des frais de développement comptabilisées à l'actif, correspondant à :

- des salaires relatifs aux temps des collaborateurs intervenants sur les projets ;
- des coûts indirects alloués aux collaborateurs intervenants sur les projets ;
- des frais directement rattachés au développement de ces projets, notamment des frais de sous-traitance.

La durée d'amortissement retenue pour les logiciels est de 3 ans.

■ Part dans les Entreprises Liées

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Part dans les Entreprises Liées		
Titres de participations	1 127	1 127
Total	1 127	1 127

Les titres de participations sont composés des titres de Lemonway Payments LTD.

Renseignements détaillés concernant les filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu en %	Valeur comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montants des cautions et avals donnés par la société	Résultat (bénéfice ou perte lors du dernier exercice)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
Lemonway Payments Limited	1 000	-430 629	100	1 127	1 127			140 354	

Observations : Comptes 2024

* A la date d'arrêté des comptes de Lemonway SAS, les états financiers de la société Lemonway LTD n'ont pas fait l'objet d'une certification par les commissaires aux comptes de Lemonway LTD.

■ Autres actifs

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Autres Actifs		
Autres créances	319 033	853 896
Provision pour dépréciation sur autres créances	(127 550)	(701 209)
Compte courant LW Ltd	421 443	579 057
Provision pour dépréciation sur Compte courant LW Ltd	(320 000)	(320 000)
Créances fiscales	468 761	291 480
Organismes sociaux - Produits à recevoir	31 931	-
Dépôts et cautionnement versés	217 963	206 923
Régularisation URSAF	-	-
Total	1 011 580	910 147

Au 31/12/2023, les autres créances sont principalement constituées des créances charge-back pour 801 519 euros, provisionnées à hauteur de 701 209 Euros.

Au 31/12/2024, un write-off de la créance charge-back a été réalisée à hauteur de 646 511 euros et la provision relative a été reprise pour le même montant. Les autres créances sont principalement constituées d'une créance charge-back s'élevant à 155 008 euros, provisionnée à hauteur de 127 550 euros.

■ Autres passifs

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 574 668	1 557 726
Etat, Autres collectivités	495 915	938 933
Organismes sociaux	1 348 348	799 803
Personnel et comptes rattachés	1 139 558	593 096
Dettes pour participations des salariés	286 788	282 001
Autres passifs	251 725	3 741
Total	7 097 001	4 175 302

■ Comptes de régularisation

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Comptes de Régularisation actif		
Charges constatées d'avance d'exploitation	575 091	762 975
Total	575 091	762 975
Passif	31/12/2024	31/12/2023
Comptes de Régularisation passif		
Autres dettes	12 258	12 258
Produits constatés d'avance	201 748	128 011
Total	214 006	140 269

■ Provisions pour risques et charges

En €	31/12/2023	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/12/2024
Provisions pour Risques	685 430	289 000	644 000	41 430	289 000

En 2024, 3 risques ont été provisionnés pour 289 k€. Ce montant intègre une provision pour couvrir un risque client de 150 k€ qui été soldé en 2025, la provision a été utilisée intégralement.

La provision comptabilisée en 2023 pour couvrir un risque client a été reprise et utilisée intégralement en 2024. La reprise non utilisée pour 41 k€ correspond à un litige prudhommal.

■ Etats des créances et des dettes

Etats des créances	Total 31/12/2024	Moins de 3 mois	Moins d'un an	1 an-5 ans	Plus de 5 ans
Créances sur les établissements de crédit	740 243 925	740 243 925			
Opérations avec la clientèle	2 263 420	2 189 284	74 137		
Autres créances	319 033	319 033			
Créances fiscales & sociales	500 692	500 692			
Dépôts et cautionnement versés	217 963	3000		214 963	
Charges constatées d'avance d'exploitation	575 091	575 091			
Total	744 120 124	743 831 024	74 137	214 963	-

Etats des Dettes	Total 31/12/2024	Moins de 3 mois	Mois d'un an	1 an-5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	1 867 804	293 471	858 007	716 326	
Dettes vis-à-vis de la clientèle	728 214 380	728 214 380			
Fournisseurs et comptes rattachés	3 574 668	3 503 429		71 239	
Etat, Autres collectivités	495 915	495 915			
Organismes sociaux	1 348 348	1 348 348		-	
Personnel et comptes rattachés	1 139 558	1 139 558			
Dettes pour participations des salariés	286 788	286 788			
Autres passifs	251 725	251 725			
Autres dettes	12 258	12 258			
Produits constatés d'avance	201 748	201 748			
Total	736 927 459	735 281 887	858 007	787 565	-

■ Composition du capital

Catégories de titres	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social	241 877 222,00	0,01

Le capital social d'un montant de 2 418 772,22 € est décomposé en 214 877 222,00 titres d'une valeur nominale de 0.01 €.

■ Tableau de variation des capitaux propres

En €	31/12/2023	Affectation résultat 2023	Résultat 2024	31/12/2024
Capital Souscrit	2 418 772,22			2 418 772,22
Primes d'Emission	5 584 087,66			5 584 087,66
Réserves	86 023,25			86 023,25
Ecart de Réévaluation	0,00			0,00
Provisions Réglementées et Subventions d'Investissement	0,00			0,00
Report à nouveau (+/-)	-1 979 188,05	3 511 878,99		1 532 690,94
Résultat de l'exercice (+/-)	3 511 878,99	-3 511 878,99	5 786 264,52	5 786 264,52
Capitaux propres	9 621 574,07	0,00	5 786 264,52	15 407 838,59

■ Emission de BSPCE

Trois plans de BSPCE ont été mis en place par décisions du Conseil d'Administration en date du 7 juin 2018, 18 octobre 2019 et 29 juin 2021 autorisant l'émission d'un nombre maximum de 9 000 000 BSPCE. Au 31/12/2024, l'intégralité des BSPCE ont été attribués aux salariés et dirigeants, 7 558 058 BSPCE ne sont pas caducs. Aucun impact n'est comptabilisé à la clôture au titre de ces instruments. En cas d'exercice total, la dilution maximale du capital serait de 3 %.

■ Effectifs

Effectifs moyens	2023	2024
Total	121	142
dont apprentis	3	4

4. Notes annexes au P&L

■ Intérêts et produits et charges assimilées

En €	31/12/2024	31/12/2023
Produit financiers sur dépôts	21 218 227	14 643 823
Produits financiers sur titres	27 116	-
Intérêts sur compte courants	87 538	55 875
Intérêts sur emprunts	(63 153)	(89 954)
Intérêts et gains de change	(363 393)	(271 987)
Intérêts et produits et charges assimilées	20 906 335	14 337 757

■ Commissions

En €	31/12/2024	31/12/2023
Commissions (produits)	19 752 541	18 233 673
Commissions (charges)	(8 485 418)	(7 474 230)
Commissions	11 267 122	10 759 443

La hausse des commissions est corrélée à la hausse de l'activité, soit la croissance des volumes (+14 %).

■ Charges générales d'exploitation

En €	31/12/2024	31/12/2023
Charges générales d'exploitation		
Autres achats et charges externes	(9 944 404)	(6 248 705)
Salaires et traitements	(9 808 707)	(7 816 093)
Participation	(259 434)	(282 001)
Charges Sociales	(4 331 186)	(3 345 160)
Autres charges de personnel	(258 584)	(199 724)
CIR et CII	380 472	292 370
Impôts, taxes et versements assimilés	(1 181 246)	(833 925)
Production immobilisée	1 664 016	1 347 373
Subvention d'exploitation	14 500	28 352
Total	(23 724 573)	(17 057 514)

■ Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles

En €	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles		
D&A sur immobilisations incorporelles	(1 620 424)	(1 084 522)
D&A sur immobilisations corporelles	(85 420)	(46 319)
Total	(1 705 844)	(1 130 841)

■ Coût du risque

En €	31/12/2024	31/12/2023
Pertes sur créances irrécouvrables	(520 785)	-
Dotations aux provisions sur créances clients	(540 838)	(1 712 873)
Reprises sur prov. pour dépréciation des créances clients	1 260 707	86 429
Coût du risque	199 084	(1 626 444)

■ Résultat exceptionnel

En €	31/12/2024	31/12/2023
Résultat exceptionnel	(370 572)	(802 569)
Total	(370 572)	(802 569)

Le résultat exceptionnel de l'exercice 2024 s'élève principalement à :

- une perte exceptionnelle sur opération avec la clientèle pour un montant de 48 k€ ;
- des amendes et pénalités pour 10 k€ ;
- une perte exceptionnelle sur exercices antérieurs d'un montant de 682 k€, compensée par une reprise de provision passée en 2023 pour un montant de 641 k€ ;
- un passage en perte des chargebacks pour un montant de 646 k€, compensée par une reprise de provision passée en 2023 pour un montant de 646 k€ ;
- une nouvelle provision constituée au titre des impayés (chargebacks) pour un montant de 73 k€ ;
- un produit de 48 k€ correspondant à une régularisation de TVA ;
- une dotation aux provisions pour risques d'un montant de 289 k€ (cf. section Provisions pour risques et charges) ;
- une reprise sur provision concernant un litige prud'homal d'un montant de 41 k€.

■ Résultat fiscal

Résultat Comptable avant IS et avant CIR	5 786 265 €
Réintégration	1 896 241 €
Prime de participation des salariés	259 434 €
Forfait social sur Participations des salariés aux résultats	51 887 €
Pénalité, amendes fiscales et pénales	10 824 €
Charges exceptionnelles sur exercices antérieures	646 511 €
Dotations aux provisions sur créances clients	540 838 €
Impôts sur les bénéfices	242 970 €
Effort de Construction	39 504 €
Perte de change Latente	4 273 €
Provision Pénalité, amendes fiscales et pénales	100 000 €
Déduction	2 638 448 €
Reprises sur prov. pour dépréciation des créances clients	1 260 707 €
Reprise sur Provisions CHB	646 511 €
CIR et CII	380 472 €
Prime de participation des salariés 2023	282 001 €
Forfait social sur Participations des salariés aux résultats 2023	56 499 €
Gain de change latent N-1	12 258 €
Résultat fiscal avant déduction déficit reportable	5 044 058 €
Imputation déficit antérieurs	3 022 029 €
Plafond 1MEUR	1 000 000 €
Majoration de 50 % sur la fraction du bénéfice supérieur à ce plafond	2 022 029 €
Résultat fiscal après déduction déficit reportable	2 022 029 €
Impôts sur les sociétés	242 970 €
IS à 10 %	175 025 €
IS à 25 %	67 946 €

Au 31.12.2023 les déficits reportables s'élevaient à 36 311 467 €.

Au 31.12.2024 les déficits reportables s'élèveront à 33 289 439 €

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale,

décide, sur proposition du Président, d'affecter le résultat de l'exercice écoulé, soit un bénéfice de 5 630 410.55 euros, en report à nouveau. En conséquence, le compte « *report à nouveau* » de la Société afficherait un solde créditeur à hauteur de 7 163 101 euros.

prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des 3 derniers exercices.

Le rapport de gestion sera mis à disposition du public à l'adresse du siège social.